

GROUPES DE TRAVAIL CANADO-SOVIÉTIQUES

La première réunion du groupe de travail formé pour mettre en oeuvre l'Accord Canada-URSS sur l'application des sciences et de la technologie à des fins industrielles aura lieu à Ottawa ce mois-ci, a annoncé le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Jean-Luc Pepin.

La réunion du groupe de l'architecture, de la construction et des matériaux de construction coïncidera avec la visite, au Canada, d'une mission composée d'experts soviétiques en construction.

"Six groupes de travail ont été formés à la suite de l'accord que nous avons signé à Moscou en janvier et je suis enchanté de la coopération que nous avons reçue des autres ministères du Gouvernement et de l'industrie, et qui nous a permis de nous mettre au travail aussi rapidement," a déclaré M. Pepin. Les six groupes de travail sont répartis comme suit: l'architecture; la construction et les matériaux de construction; l'industrie forestière; l'industrie des métaux non-ferreux; l'industrie de l'énergie électrique; l'industrie du pétrole et du gaz.

"Aucune date n'a encore été fixée pour les réunions des autres groupes, mais on croit qu'elles seront convoquées au cours de l'été. Le groupe canadien se rendra parfois à Moscou, et, en d'autres temps, le groupe soviétique viendra au Canada", a ajouté M. Pepin.

Le ministre croit que les entretiens entre les deux groupes de travail donneront lieu à un accroissement des échanges commerciaux entre les deux pays. "Nous savons déjà que l'Union soviétique s'intéresse vivement au Canada et que notre pays produit de nombreux biens et services qui intéressent l'URSS," de conclure M. Pepin.

POUR FACILITER L'ACCÈS À LA PROPRIÉTÉ

Un programme fédéral de cent millions de dollars est institué pour aider les familles à faible revenu à accéder à la propriété, a annoncé M. Robert Andras, ministre fédéral chargé du logement. Ce prolongement du programme spécial de 200 millions, lancé l'an dernier afin de créer des habitations à coût modique pour les vendre ou les louer, s'appellera le Programme d'aide pour accéder à la propriété. Son but est d'aider environ 8,000 familles dont le revenu se situe entre \$4,000 et \$6,000 à devenir propriétaires d'une habitation.

La Société centrale d'hypothèques et de logement (SCHL) consentira des prêts directement aux constructeurs, conformément à l'article 40 de la Loi nationale sur l'habitation; dès leur consentement, ces prêts seront accordés à 8 ¾ pour cent d'intérêt pour 25 ans, le contrat hypothécaire étant renouvelable tous les cinq ans.

L'acquéreur devra effectuer un versement initial égal à au moins cinq pour cent du prix d'achat de la maison, sauf dans les cas où une aide de la pro-

vince ou de la municipalité pourra faire disparaître complètement le versement comptant. Les mensualités, comprenant principal, intérêt et taxes, ne devront pas dépasser 27 pour cent du revenu brut familial; cependant, la SCHL vise à les maintenir à 25 pour cent du revenu.

Pour les aspirants-proprétaires qui seraient incapables d'acquitter les mensualités, le taux d'intérêt pourra être abaissé jusqu'à 7¼ pour cent. En outre, la période d'amortissement pourra se prolonger jusqu'à 40 ans lorsque le taux d'intérêt minimal ne suffira pas à établir des mensualités assez faibles.

PARTICIPATION PROVINCIALE

L'an dernier, le programme expérimental de la SCHL a été appuyé par le Québec, la Colombie-Britannique, l'Alberta et la Saskatchewan qui, en vue d'aider les gens peu fortunés à accéder à la propriété, ont alloué des fonds pour permettre un rabais du taux d'intérêt ou pour octroyer une subvention diminuant la dette hypothécaire. La Nouvelle-Écosse a voté cette année une loi prévoyant une ristourne d'intérêt et le Nouveau-Brunswick offre de prêter sur deuxième hypothèque. D'autres provinces ainsi que des municipalités, désireront sans doute participer à notre programme en ajoutant leur aide financière.

Le ministre, M. Andras, a déclaré: "Nous sommes convaincus qu'en bien des endroits du Canada un plus grand nombre de familles à faible revenu (vivant même avec moins de \$4,000) peuvent accéder à la propriété. Pour les autres, particulièrement dans les grandes agglomérations, le principal moyen de les bien loger sera de leur fournir un logement à bas loyer; toutefois, ce que nous avons appris des habitations en copropriété nous laisse entrevoir que même dans les grandes villes, les familles à faible revenu pourront devenir propriétaires d'un logement.

"Nous projetons cette année d'étendre cette aide financière pour l'accès à la propriété aux résidents des petites villes, particulièrement dans les régions urbaines où le programme de location soumis à une régie aux termes de l'article 16 de la LNH ne convient pas tout à fait. Nous croyons aussi qu'il sera possible de réaliser des ensembles d'habitations dans certaines localités de concert avec des prêteurs agréés aux termes de la LNH, là où une action combinée de ce genre pourra offrir des logements assez divers pour convenir à des familles de toutes les classes de revenu en même temps que toutes sortes de commodités," a conclu M. Andras.

AIDE AUX RÉFUGIÉS DU PAKISTAN ORIENTAL

Déclaration faite à l'appel des motions par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, monsieur Mitchell Sharp, à la Chambre des communes, le 28 mai:

Ces jours derniers, un certain nombre de questions ont été soulevées concernant la nature de